

"On s'attend à beaucoup plus de dons", se réjouit cette association d'un quartier de Nice

"Cette loi antigaspillage nous intéresse particulièrement. On s'attend à beaucoup plus de dons, pour pouvoir répondre à la demande.

Avant la crise nous avions 80 familles adhérentes. Aujourd'hui elles sont 140" résume Marcel Sarr, responsable de la médiation au sein de l'association Adam, créée en 1997 dans le quartier des Moulins, à Nice.

Il y a un peu plus de deux mois, l'association a ouvert une vestiboutique, trois ans après son épicerie sociale et solidaire.

Une forte demande sur l'habillement aussi

"On s'est rendu compte qu'il y avait une forte demande. Certaines familles sont dans une situation de précarité telle qu'entre l'alimentaire et l'habillement elles font le choix de l'alimentaire" poursuit Marcel en nous ouvrant les portes de la toute jeune vestiboutique.

Sur des portants du petit local qui jouxte l'épicerie sociale, s'alignent des combinaisons pilote, des grenouillères, des anoraks à capuche pour bébé et jeunes enfants. Sur les étals, des paires de baskets, des pulls, des chemisiers, des bonnets, des écharpes. Des articles neufs, invendus des collections passées de grandes marques de prêt-à-porter, avec leur étiquette d'origine, proposés entre 2 et 10 euros, soit cinq fois, voire dix fois moins cher que leur prix d'origine.

"30 euros ici c'est l'équivalent de 300 euros"

"Chaque famille adhérente peut venir y dépenser, une fois par mois, 30 euros. C'est l'équivalent de 300 euros en boutique" poursuit Marcel. Les articles proviennent d'un partenaire, Dons solidaires, qui collecte les invendus non alimentaires pour les redistribuer partout en France.

A l'entrée de l'épicerie, un petit rayon propose des produits d'hygiène corporelle, gels douche, déodorants, dentifrice... qui proviennent de la banque alimentaire. Quelques produits d'entretien comme du liquide de lavage pour lave-vaisselle, du désodorisant, côtoient des articles de bricolage et des fournitures scolaires.

Les adhérents ont la possibilité d'y dépenser aussi 30 euros par mois, en deux fois, soit l'équivalent de 150 euros en grande surface.

Qui sont les bénéficiaires? "Des familles qui ont un reste à vivre (somme restante une fois toutes les charges fixes payées) inférieur à 7 euros et qui nous ont été adressés par les services sociaux", précise le responsable de la médiation d'Adam. Elles sont inscrites pour six mois, renouvelables deux fois.

Devant le local, Célia (le prénom a été modifié), maman de cinq enfants dont la petite dernière est âgée de 3 ans, attend son tour. Elle vient faire ses courses sur rendez-vous pour acheter des couches, du lait et des yaourts, des pâtes. Géraldine et sa fille, croisées dans les rayons, viennent s'approvisionner en viande, shampoing. Des produits du quotidien à très petit prix pour redonner un peu de dignité aux habitants du quartier en très grande précarité.

